

Extrait du El Watan

<http://www.elwatan.com>

Gérard Sebag (Directeur des relations internationales de France Télévisions)

-- Archives - 2005 - 2005-01 - 2005-01-24 --

Gérard Sebag, directeur des relations internationales de France Télévisions, est membre du comité de direction de la Conférence de l'audiovisuel méditerranéen (Copeam). Il a pris part aux travaux de la première université de la Copeam.

Quelle est votre mission au sein de France Télévisions ?

Depuis trois ans, je suis directeur-adjoint de la direction internationale et, dans ce cadre, je suis chargé des relations de France Télévisions avec les chaînes de télévision du bassin méditerranéen jusqu'à l'Afghanistan. Nous mettons en place des partenariats au niveau des programmes, de la formation et des échanges en tous genres.

Comment êtes-vous arrivé à ce poste ?

J'ai d'abord été journaliste de radio et de presse écrite, mais je travaille à la télévision depuis 25 ans. Grand reporter spécialisé sur le Moyen et Proche-Orient, j'ai couvert l'ensemble des conflits de la région. J'ai été rédacteur en chef des journaux de France 2 de 1990 à 1995. Puis, après les accords de Camp David et d'Oslo, j'ai participé à la création de la télévision palestinienne, la Palestinian Broadcasting System (PBS). Pendant deux ans, il a fallu mettre en place les studios, la formation et la stratégie éditoriale de la chaîne. Ensuite, en parallèle de mon activité de journaliste, j'ai continué d'assister les télévisions du monde arabe pour leur permettre d'évoluer, comme en Jordanie, au Liban, en Syrie ou au Yémen.

Comment analysez-vous le paysage audiovisuel du monde arabe ?

Il a beaucoup évolué ces cinq dernières années. Il était complètement figé mais avec la création de grandes chaînes satellitaires qui mettent pour la plupart des pays du Golfe, comme El Djazira, El Arabia, Dubaï TV ou des chaînes libanaises comme LBC, la concurrence a fait son apparition. Ces chaînes d'information, qu'elles soient privées ou semi-étatiques, ont tout bouleversé. Et la plupart des chaînes d'Etat se sont retrouvées face à un vrai dilemme : celui de leur crédibilité. Elles qui privilégiaient trop souvent l'information gouvernementale se sont retrouvées en décalage avec ce que les spectateurs du monde arabe cherchaient et trouvaient déjà sur des chaînes étrangères. A savoir, une information plus crédible et qui prennent plus en compte leurs préoccupations. Les chaînes satellitaires ont permis, souvent avec des excès, de casser le discours politique figé. Malgré la recherche, peut-être exagérée, du sensationnel et de la confrontation permanente, en vue de faire de l'audience, on peut dire qu'elles ont libéré la parole.

Vous parlez des chaînes publiques en décalage avec les attentes de la population. C'est le cas en Algérie...

Il y a peu de cinémas en Algérie, la télévision est donc l'une des principales distractions et les Algériens regardent beaucoup les chaînes françaises et étrangères. La direction actuelle de l'ENTV et le gouvernement algérien ont pris conscience du décalage, il y a quatre ans. En raison de la situation des années 1990, l'ENTV a vécu pendant dix ans en vase clos. Dix ans

Gérard Sebag (Directeur des relations internationales de France Télévisions)

d'isolement total, pendant lesquels, de nombreux journalistes se sont fait assassiner ou sont partis
travailler à l'étranger, notamment dans les chaînes satellitaires du Golfe. Les techniciens aussi se sont exilés. Les journalistes occidentaux ne venaient plus en Algérie, il y a eu pénurie de matériel, les conditions de travail étaient extrêmement difficiles. Depuis l'arrivée de Hamraoui Habib Chawki, les responsables de l'ENTV ont compris qu'il fallait modifier le fonctionnement interne et les structures techniques obsolètes. Les installations étaient dans un état lamentable et suite à l'un de nos audits, il y a 4 ans, il y a eu un effort technique qui représente un investissement colossal, avec l'installation de studios neufs, de nouvelles salles de montage et la numérisation des contenus. En parallèle, nous avons organisé, avec le directeur, un certain nombre de stages pour l'ensemble des métiers de l'audiovisuel, notamment à Canal Algérie. En deux ans, nous avons formé plus de 50 personnes.

L'audiovisuel privé n'est toujours pas à l'ordre du jour en Algérie...

Il est difficile de passer d'un système étatico-public à une couverture sur le privé. En France, on a attendu longtemps pour que cela se fasse. Il s'agit d'une décision politique. Le problème, dans des pays trop longtemps sous système étatique, c'est que lorsqu'une chaîne privée est créée, cela bouleverse le paysage audiovisuel et risque de détruire complètement la chaîne publique. En ce qui concerne l'Algérie, il y a eu des essais de lancement de chaînes privées à partir d'autres pays, comme Khalifa TV, qui n'a pas tenu. C'était un projet utopique. Le passage au privé est une difficulté à laquelle va se heurter l'Algérie. Si la chaîne publique n'est pas assez solide, on court à la catastrophe.

Vous êtes un défenseur du public !

Oui, car, pour moi, une chaîne publique répond à un cahier des charges qui est une sauvegarde. Elle permet d'offrir des programmes qui ne sont pas uniquement basés sur l'audimat. A France Télévisions, nous avons un budget aussi élevé que celui des chaînes privées et l'audimat de France 2 et France 3 réunis équivaut à l'audimat de TF1. Le rôle de la télévision publique est de toucher le plus large public possible. L'ENTV a commencé une évolution qui doit se poursuivre, notamment en donnant une information moins étatique.

Qu'en est-il de la télévision numérique terrestre, la fameuse TNT, dont on parle beaucoup en France ?

Un réseau de diffusion avec des émetteurs permet de diffuser un seul programme analogique. En Algérie, il y a un seul réseau et donc une seule chaîne en analogique. Il existe deux autres chaînes, dont Canal Algérie, qui passent par le satellite. Aujourd'hui, la nouvelle technologie numérique, comme ça se passe en France, va permettre, notamment grâce à la TNT, de multiplier par six le nombre de chaînes. En plus, l'hertzien coûte très cher. Pour un pays comme l'Algérie, la TNT peut permettre de créer de nouvelles chaînes, publiques ou privées. Il semblerait que les autorités se penchent en ce moment sur la question. La nouvelle technologie de la TNT serait à l'étude, notamment par la société nationale de diffusion, qui étudie les possibilités de sa mise en place.